



HAL
open science

Arabie Saoudite, Conseil de Coopération du Golfe, Emirats Arabes Unis, Qatar, Yémen, Sanaa

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Arabie Saoudite, Conseil de Coopération du Golfe, Emirats Arabes Unis, Qatar, Yémen, Sanaa. Images Economiques du Monde 2011, Armand Colin, pp.283-296, 2010. halshs-00522125

HAL Id: halshs-00522125

<https://shs.hal.science/halshs-00522125>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ARABIE SAOUDITE 3184

Développement soutenu des infrastructures

L'Arabie Saoudite poursuit la reprise de son économie, son taux de croissance pourrait avoisiner 4 à 5 % en 2010. Affaibli par la crise, le premier producteur et exportateur mondial de pétrole a en effet connu, en 2008, sa première récession depuis dix ans. En conséquence, le budget saoudien a été annoncé déficitaire fin 2009. Les comptes devraient toutefois rapidement être rééquilibrés, notamment grâce aux importantes réserves du royaume (340 milliards de dollars) constituées lors de l'envolée des prix du pétrole jusqu'à l'été 2008. L'imposition de nouveaux quotas par l'OPEP visant à réguler la production pétrolière n'a donc pas suffi à calmer les ardeurs du gouvernement, enclin à développer et à moderniser l'ensemble des infrastructures du pays. Les grands projets connaissent ainsi une nouvelle impulsion, notamment dans le domaine des transports et de la planification urbaine, comme en témoignent l'extension actuelle de la plateforme aéroportuaire de Djedda ainsi que les projets de construction d'une ligne TGV entre La Mecque et Médine et d'un métro à Riyad. La construction en cours de trois villes nouvelles s'inscrit par ailleurs dans la dynamique d'un pays dont le taux d'urbanisation continue de progresser. Pour réaliser ces divers projets, le royaume doit toujours faire appel à une main d'œuvre étrangère, estimée à plus de 7 millions de personnes sur une population totale de l'ordre de 28 millions d'habitants, confirmant ainsi l'échec de la politique de « saoudisation » des emplois, inscrite au titre des réformes structurelles lancées en 2005. Le chômage toucherait par ailleurs plus de 30 % des moins de 25 ans.

L'ombre menaçante d'un « arc chiite » ?

L'Arabie Saoudite ne dissimule plus ses craintes de voir l'Iran étendre son influence sur le Golfe, cristallisant les enjeux ethno-confessionnels régionaux. Si le pays n'a pas rompu le dialogue avec le régime d'Ahmadinejad, il s'inquiète, au moins depuis le renversement du régime baathiste en Irak en 2003, de l'influence grandissante des chiites dans la zone. Hanté par la constitution d'un « croissant chiite », qui irait de l'Iran au Liban du Hezbollah, en passant par l'Irak et la Syrie alaouite, sans oublier Bahreïn, qui compte 70 % de chiites, et le nord zaydite du Yémen, le régime saoudien semble contrarié dans ses ambitions hégémoniques. Tandis que la présence de bâtiments de la marine iranienne dans le Golfe d'Aden, officiellement pour lutter contre la piraterie, attise les soupçons des Saoudiens, l'intervention de l'armée royale au côté du gouvernement yéménite, fin 2009, pour venir à bout de la rébellion zaydite au nord du Yémen, atteste de leur sentiment d'insécurité. L'instrumentalisation de la minorité zaydite par l'Iran n'a pourtant jamais été prouvée. Berceau du wahhabisme, l'Arabie Saoudite voit d'un mauvais œil la résurgence d'un chiisme influent, comme le montrent les discriminations dont sont victimes les chiites du pays, notamment au niveau des dividendes tirés de la rente pétrolière. Principalement établis dans la province orientale d'al-Hasa, la plus riche en hydrocarbures, ils représentent 10 à 15 % de la population totale du royaume.

Une organisation régionale dans le Golfe arabe

A l'instar de l'Union du Maghreb Arabe pour les pays d'Afrique du Nord, le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) est une organisation régionale réunissant l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Émirats Arabes Unis, le Koweït, Oman et le Qatar. Né d'un accord signé en 1981, le CCG est censé coordonner les actions économiques et assurer la stabilité politique de ces six États. Sur ces deux plans, l'organisation apparaît très homogène. D'une part, elle regroupe l'ensemble des monarchies de la région, royaumes, émirats et sultanat, caractérisées par des systèmes politiques conservateurs et opportunistes : les progrès sociaux y sont hésitants et les relations diplomatiques, notamment avec les États-Unis, nombreuses. D'autre part, les pays du CCG détiennent près de la moitié des réserves mondiales de pétrole. Ils sont par ailleurs, à l'exception de Bahreïn et d'Oman, membres de l'OPEP. La régulation de l'exploitation des hydrocarbures, de laquelle les pays du CCG sont encore très dépendants, constituent donc l'objectif premier de l'organisation, passant avant la sécurité de ses membres, pourtant inscrite au premier plan de la charte de 1981. Le CCG a en effet échoué à organiser une force militaire commune et son efficacité dans la lutte contre le terrorisme, malgré la signature d'un accord sur le partage des renseignements en 2004, semble limitée. En revanche, la coopération économique entre les six pays a connu des avancées majeures au cours des années 2000. Après l'entrée en vigueur d'une union douanière en 2003 et le parachèvement du marché commun en septembre 2009, une monnaie unique pourrait voir le jour en 2011. Riyad devrait accueillir le siège de la future Banque centrale. L'annonce faite en 2008 par Oman et les Émirats Arabes Unis qu'ils ne souhaitent pas y participer fragilise toutefois ce projet et fait apparaître les premières contestations de la domination saoudienne sur le club très fermé des pétromonarchies.

Vecteur de la puissance saoudienne

Derrière les objectifs d'intégration régionale portés par le CCG se dissimule à peine la volonté hégémonique de l'Arabie Saoudite. Créé sous l'impulsion du royaume en pleine guerre Iran-Irak, le CCG s'apparente à un instrument géopolitique pouvant aider la famille Saoud à contrer le baathisme irakien et l'expansionnisme iranien. Il bénéficie par ailleurs très tôt du bouclier des États-Unis, sous lequel les pays membres, et plus particulièrement l'Arabie Saoudite, restent à l'abri. La question de l'adhésion du Yémen au CCG, dont la candidature, déposée en 1999, a été favorablement accueillie par le Qatar et Oman mais rejetée par l'Arabie saoudite, atteste également de l'exercice d'une certaine forme de domination du royaume sur l'organisation. Alors que la perspective d'une adhésion au CCG pourrait permettre au Yémen de sortir de la crise économique dans laquelle il est plongé, l'Arabie Saoudite est parvenue à la repousser à l'horizon 2016. Indiquant officiellement que le Yémen doit encore poursuivre les réformes timidement engagées en 2005 et surmonter certaines carences structurelles qui touchent notamment la sphère financière et la fonction publique, l'Arabie Saoudite craint en réalité que le CCG ne soit « dénaturé » par l'arrivée d'un pays républicain, pauvre et plus peuplé qu'elle.

Remise en question du « modèle dubaïote »

La réelle résistance dont ont fait preuve les marchés financiers de la région face aux crises successives a été ébranlée en novembre 2009 avec la demande de moratoire sur le remboursement d'une partie de la dette de la holding gouvernementale *Dubai World*. Estimée à près de 60 milliards de dollars, sa dette représente les trois quarts de celle de l'émirat de Dubaï, désormais en situation de quasi faillite. La dette trace par ailleurs les limites de la stratégie de diversification « tous azimuts » de l'économie locale, qui ne repose pas sur des réserves pétrolières et gazières, au contraire des émirats voisins. L'inauguration de Burj Khalifa en janvier 2010, plus haut gratte-ciel du monde culminant à 828 mètres, ne parvient donc pas à masquer les retards, voire l'abandon, de nombreux projets urbains ou touristiques. La réalisation des îles artificielles de *The World* et *The Universe*, du nouvel aéroport à proximité de la zone franche de Djebel Ali et du complexe touristique *Dubailand*, semble ainsi compromise. Le modèle de développement de Dubaï, qui a généré une bulle immobilière, est pour la première fois remis en cause dans sa globalité. Par ailleurs, le licenciement massif et l'expulsion *manu militari* d'ouvriers asiatiques depuis 2009, qui constituent l'essentiel de la main d'œuvre, continuent d'alerter la communauté internationale sur la situation des immigrés dans l'émirat.

Une fédération puissante malgré tout

Si les médias focalisent leur attention sur Dubaï, ils oublient parfois de rappeler qu'il n'est qu'un des sept membres de la fédération des Émirats Arabes Unis, laquelle est aujourd'hui le troisième exportateur mondial de pétrole. Abu Dhabi, capitale politique de la fédération, possède à lui seul 8 % des réserves du monde et 90 % de celles des Émirats Arabes Unis. La relance de la croissance au début de l'année 2010, accompagnant une relative maîtrise de l'inflation, permet de penser que, une fois de plus, Abu Dhabi renflouera son voisin et petit frère sans obérer son propre développement. Une aide de 8,5 milliards de dollars lui a déjà été versée en janvier 2010, pour rembourser une série d'obligations islamiques (*sukuks*) arrivant à échéance. Si la stratégie de diversification de l'économie est toujours apparue plus prudente à Abu Dhabi qu'à Dubaï, elle n'en est pas moins ponctuée de projets extravagants, à l'image de l'île Saadiyat, qui devrait notamment abriter cinq grands musées d'ici 2013, dont un *Guggenheim* et un *Louvre Abu Dhabi*, ou de Masdar City, en construction depuis 2008, qui devrait être la première ville « 100 % écologique » au monde. Le développement des émirats secondaires n'est quant à lui pas négligeable. Sharjah possède ainsi son propre aéroport international et un campus universitaire de mieux en mieux coté. Sur le plan international, la fédération jouit de solides relations diplomatiques avec les grandes puissances, bien que ses relations commerciales et financières avec l'Iran soient de plus en plus critiquées par les États-Unis.

Une économie à toute épreuve

L'économie qatarie est, parmi les pays de la région, celle qui affiche la meilleure résistance à la crise. Le PIB a atteint 90 milliards de dollars en 2008 et la croissance a avoisiné les 10 % en 2009 et 2010. Ces bons indicateurs économiques s'expliquent notamment par les performances de l'industrie gazière. Le pays est devenu le plus grand exportateur de gaz liquide au monde, avec une production de 31 millions de tonnes par an. Il est assis sur des réserves estimées à 25 000 milliards de mètres cubes, ce qui le place au troisième rang mondial. Si cette importante production confirme la dépendance de l'économie de l'émirat aux hydrocarbures (61 % du PIB), elle lui permet de continuer à développer ses infrastructures industrielles et à encourager les investissements. D'une part, le pays a inauguré *Qatargas 2* en avril 2009, un complexe gazier d'un coût de 11 milliards de dollars. D'autre part, l'émir a plafonné, dès janvier 2010, le taux des impôts sur les recettes des sociétés à 10 %. De même, les prix ont commencé à baisser à la fin 2009, orientant le Qatar vers une désinflation sans équivalent au sein du CCG.

Internationalisation croissante

Le petit émirat — 11 000 km² et une population de moins de 1,5 millions d'habitants —, se distingue parmi les pays de la région par son rayonnement sur la scène internationale. Après s'être illustré, à plusieurs reprises en 2007 et 2008, par sa médiation dans le conflit yéménite, qui a opposé les rebelles chiites au gouvernement (cf. *Infra*), le Qatar a joué les bons offices dans la plupart des conflits régionaux : au Liban, au Darfour et dans les Territoires Palestiniens. Le pays profite par ailleurs de sa double alliance, avec les États-Unis d'une part et avec les pays européens d'autre part. Cette internationalisation croissante n'est pas sans déplaire aux puissances régionales voisines, l'Arabie Saoudite et l'Égypte, qui ont reproché à l'émir Al-Thani de soutenir de trop près le Hamas et le Hezbollah. La proximité, aussi bien géographique que diplomatique, du Qatar avec l'Iran pourrait enfin être préjudiciable à l'émirat en cas de militarisation du conflit autour du nucléaire iranien.

Un cessez-le-feu durable dans le Nord ?

En mars 2010, Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis la fin des années 1970, a officiellement décrété la fin à la guerre de Saada, qui durait depuis plus de 6 ans. Les coûts engendrés par ce conflit et les pressions internationales ont sans doute précipité sa décision. Les précédents cessez-le-feu et tentatives de médiation étrangère de 2007 et 2008 n'étaient jamais parvenus à mettre un terme aux affrontements, qui auraient faits plusieurs milliers de victimes et 280 000 déplacés depuis 2004, selon l'ONU. Cette guerre a opposé l'armée nationale à un groupe de rebelles emmené par un ancien député, Hussein Al-Houthi, puis, après son assassinat, par son frère Abd al-Malik Se revendiquant de la minorité zaydite, une branche dissidente du chiisme, les rebelles ne prônent pas tant la restauration de l'imamat, auquel s'est substituée la République Arabe du Yémen en 1962, qu'ils ne

dénoncent la marginalisation des régions septentrionales depuis lors. Ils semblent malgré tout avoir accepté les six conditions posées par le gouvernement, parmi lesquelles figurent leur retrait des bâtiments officiels, la restitution des armes et la libération des prisonniers civils et militaires. Très affaiblis par la dernière phase de la guerre (août 2009-février 2010), la plus longue et la plus meurtrière, les « houthistes » n'avaient vraisemblablement pas d'autre choix que de se soumettre aux volontés du gouvernement, soutenu militairement par l'Arabie Saoudite depuis 2009. L'assistance humanitaire, dont les moyens sont limités au Yémen (11 dollars par an et par habitant), aura bien du mal à approvisionner les nombreux camps de déplacés en eau et nourriture et à sortir les provinces septentrionales d'une situation préoccupante.

Une situation politique et économique toujours inquiétante

L'attentat manqué d'un jeune nigérian ayant séjourné au Yémen lors d'un vol Amsterdam-Detroit le 25 décembre 2009 a alerté le monde entier sur le risque terroriste dans ce pays. Les attaques se sont en effet multipliées depuis l'annonce de la fusion des branches saoudienne et yéménite d'Al-Qaïda en 2009, à l'image de l'attentat-suicide visant l'ambassadeur de Grande-Bretagne en avril 2010. Le gouvernement, rangé aux côtés des États-Unis pour lutter contre le terrorisme, a quant à lui multiplié les opérations (raids aériens, campagnes d'arrestation) visant à affaiblir les quelques 200 militants radicaux aujourd'hui surveillés. Parallèlement, l'État est confronté à des revendications autonomistes dans le Sud, remettant en cause l'unité de 1990. Les manifestations se sont multipliées en 2010, condamnant la domination du régime de Sanaa sur les provinces méridionales, le « pillage » des richesses pétrolières, par ailleurs déclinantes, et la corruption grandissante du gouvernement. La communauté internationale, longtemps obnubilée par la question terroriste, semble avoir mieux pris en compte l'ensemble des crises traversées par le pays et les défis qui se présentent aujourd'hui à lui, comme en témoigne l'organisation de deux conférences de donateurs, à Londres et à Riyad, en février 2010. Pays le plus pauvre du Moyen-Orient, le Yémen doit notamment faire face à un taux de chômage dépassant 30 %, à l'afflux constant, par le Golfe d'Aden, de réfugiés en provenance de la corne de l'Afrique, et au tarissement dramatique de ses ressources en eau.

SANAA 3247

Une croissance urbaine fulgurante et protéiforme

Surtout connue pour son centre ancien, classé au Patrimoine mondial de l'humanité en 1986, la capitale yéménite a vécu, en quarante ans, des transformations majeures affectant son organisation territoriale, son économie et sa composition sociale. Depuis que la Révolution de 1962 — qui mit fin à mille ans de régime royaliste et abouti à l'instauration de la République Arabe du Yémen au nord du pays — autorisa la construction et la spéculation sur les terres situées hors des remparts, la ville croît de façon exceptionnelle. Les principaux facteurs explicatifs sont, outre la pénétration — tardive — du modèle capitaliste au Yémen, l'intensification, dès le début des années 1970, d'un exode rural massif, et les retombées financières de l'émigration des travailleurs yéménites vers les pays du Golfe. En 1990, l'expulsion d'un million d'entre eux d'Arabie Saoudite — le royaume contestant les positions considérées

comme pro-irakiennes du gouvernement yéménite pendant la guerre du Golfe –, de même que la réunification des deux Yémen, participent de l'explosion urbaine de la capitale. Environ 600 000 émigrés rapatriés gagnent l'aire urbaine de Sanaa dans l'espoir d'y trouver un emploi, tandis que la ville, devenue capitale du Yémen réunifié, accroît son rôle politico-administratif et attire des populations venant de l'ex-Yémen du Sud. Aujourd'hui, le site de l'agglomération, une cuvette située sur un plateau culminant à 2300 mètres, est totalement urbanisé. La population dépasse vraisemblablement les 3 millions d'habitants. La densité est particulièrement élevée dans les périphéries occidentales et méridionales de la ville, au sein desquelles on assiste, depuis le milieu des années 1990, à la formation de nouvelles centralités, principalement structurées par les activités marchandes : souks, marchés au qât – une plante euphorisante mastiquée par une grande majorité de Yéménites – et formes commerciales d'inspiration occidentale.

Métropole « incomplète »

Dans la péninsule arabique, Sanaa se démarque nettement des autres grandes agglomérations. Elle en est certes le centre urbain le plus ancien, mais aussi le plus peuplé, celui où l'urbanisation est la moins contrôlée, l'industrie la plus faible et l'inscription dans la mondialisation la plus balbutiante. L'économie urbaine, dominée par le commerce des biens de consommation et l'artisanat, notamment dans l'ensemble des branches du secteur du bâtiment, est encore majoritairement informelle, à l'image des transports en commun laissés aux mains d'une multitude de petits investisseurs et transporteurs privés. La Municipalité, mise en place en 1983, n'est pas parvenue à inscrire ses actions dans une démarche de planification stratégique du développement urbain, révélant ainsi l'échec du transfert des compétences de l'État vers les collectivités locales pourtant envisagé par les lois de décentralisation de 2000. Seules la valorisation du centre historique et la protection de son architecture traditionnelle semblent aujourd'hui réellement mobiliser les pouvoirs publics en quête permanente de légitimité politique.